

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 21 novembre 2016

Direction des finances

14 2016.RRGR.280 Motion 061-2016 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) Exonérer les mandataires privés de l'impôt sur le revenu

N° de l'intervention: 061-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 14.03.2016
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Jost (Thoune, UDC)
Cosignataires: 14
N° d'ACE: 983/2016 du 31 août 2016
Direction: FIN

Exonérer les mandataires privés de l'impôt sur le revenu

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour alléger la fiscalité des mandataires privés qui exercent dans le cadre de la loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA) :

La rémunération que touchent les mandataires privés pour l'exercice du mandat de curateur est exonérée de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence de 3000 francs.

Développement :

Le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013. Malgré les nombreuses nouveautés qu'il a introduites, les Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) par exemple, la fonction de mandataire privé n'a pas disparu.

Sans les bénévoles, le soutien aux personnes ayant besoin d'aide ne serait pas garanti, même sous le régime du nouveau droit. Les APEA ne peuvent pas fonctionner sans l'investissement personnel des personnes qui exercent une curatelle.

Pour exercer une curatelle, la personne doit avoir les qualités requises, disposer du temps nécessaire et être capable d'exercer les tâches en toute autonomie. C'est l'APEA qui a la compétence de désigner le curateur ou la curatrice.

On voit ainsi que les mandataires privés continuent de jouer un rôle important. Ils touchent certes une modeste rétribution mais, si on la met en rapport avec le temps investi, on peut dire que cette fonction relève du bénévolat. L'Etat économise ainsi beaucoup d'argent, car les mandataires professionnels touchent une rétribution beaucoup plus élevée.

Pourtant, les mandataires privés doivent déclarer l'intégralité de leur maigre revenu au fisc. Et selon les cas et la progression dans la catégorie de revenus, tout ce qu'ils touchent sera absorbé par les impôts.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires souhaitent alléger l'impôt des curateurs et curatrices privés en retranchant un montant exonéré d'impôt de 3 000 francs maximum de leur rémunération. A l'appui de leur motion, ils avancent qu'en raison de la progressivité de l'impôt, l'imposition de leur rémunération est confiscatoire même si elle est modeste.

La préoccupation des motionnaires n'a aucun fondement fiscal.

Les curateurs et curatrices privés ont droit à une rémunération appropriée et au remboursement des frais nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Le montant de leur rémunération est régi par une ordonnance cantonale¹. Le Mémento concernant la rémunération et le remboursement des frais²

¹ Ordonnance sur la rémunération et le remboursement des frais en matière de gestion des curatelles ([ORRC](#) ; RSB 213.361)

fournit des renseignements complémentaires sur le sujet (Cf. site Internet de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques [JCE]). Il convient de noter que les défraiements n'ont aucune conséquence fiscale ; ils ne sont jamais imposés.

Seule la rémunération rétribuant le travail fourni constitue du revenu imposable. Comme les salariés, les curateurs et curatrices reçoivent un certificat de salaire attestant leur rémunération. En établissant leur déclaration d'impôt, ils peuvent déduire leurs frais professionnels du montant perçu. Pour les revenus d'une activité accessoire, un montant forfaitaire de 800 francs est déductible en lieu et place des frais professionnels effectifs. Si ces revenus dépassent 4 000 francs, la déduction forfaitaire se monte à 20 pour cent, dans la limite de 2 400 francs. Seul le solde est assujéti à l'impôt sur le revenu. Pour des personnes à revenu moyen, le taux d'imposition du revenu supplémentaire se situe entre 20 et 30 pour cent. Contrairement à ce que pensent les motionnaires, le revenu tiré de l'exercice d'une curatelle n'est donc pas complètement « absorbé » par l'impôt.

L'exemple d'un curateur ou d'une curatrice dont le revenu imposable (hors rémunération de la curatelle) s'élève à 60 000 francs en 2016³ en témoigne.

- Sur une rémunération de 1 000 francs, 200 francs constitueraient du revenu imposable. L'impôt dû sur cette somme s'élèverait à 54 francs, si bien qu'il resterait 946 francs au curateur privé (soit 94,6% de sa rémunération).
- Sur une rémunération de 2 000 francs, 1 200 francs constitueraient du revenu imposable. L'impôt dû sur cette somme s'élèverait à 324 francs, si bien qu'il resterait 1 676 francs au curateur privé (soit 83,3% de sa rémunération).
- Sur une rémunération de 3 000 francs, 2 200 francs constitueraient du revenu imposable. L'impôt dû sur cette somme s'élèverait à 594 francs, si bien qu'il resterait 2 406 francs au curateur privé (soit 80,2% de sa rémunération).

Il n'y a donc aucune raison d'instaurer un nouveau montant exonéré d'impôt.

Celui-ci serait en outre incompatible avec les dispositions contraignantes de la législation fédérale. La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID ; RS 642.14) définit de manière exhaustive les revenus assujettis à l'impôt et ceux qui en sont exonérés (art. 7 et suivants LHID). Privilégier certains revenus salariaux en droit fiscal cantonal serait contraire au droit fédéral et violerait de surcroît le principe constitutionnel de l'égalité de traitement.

Le Conseil fédéral a abouti à la même conclusion après avoir examiné le postulat similaire intitulé « Indemnités des personnes s'investissant dans des tâches publiques. Modifications de la LHID et de la LIFD » (affaire n° [14.3831](#)) ». Dans sa réponse du 19 novembre 2014, il a souligné que les allègements fiscaux ne constituent qu'exceptionnellement un moyen approprié pour soutenir une activité. Comme les conditions qu'il a énoncées ne sont pas remplies en l'espèce, il n'est pas opportun de modifier les dispositions légales fédérales.

Si l'on voulait soutenir les curatelles privées, il serait plus approprié de recourir à des mesures non fiscales. Le canton a créé des services pour assister les mandataires privés. Rattachés aux services sociaux des communes, ils fournissent conseil et assistance sur toutes les questions relatives à la gestion de leur mandat et proposent régulièrement des formations. A la demande des curateurs et curatrices privés, ils les déchargent également de leurs travaux comptables. Contrairement aux craintes exprimées au moment du passage du droit de la tutelle à celui de la protection de l'enfant et de l'adulte, le nombre de mandats privés n'a pas régressé. Cela témoigne du bon fonctionnement de ces mesures.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 14 und beraten dieses in freier Debatte.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Unsere Motion fordert ganz simpel, dass sogenannte private Mandatsträger (PriMa) von Beistandschaften für eine Entschädigung von bis zu 3000 Franken keine Steuern mehr bezahlen müssen. Mein Mitmotionär, Ueli Jost, wird nachher noch ein Beispiel eines ähnlichen Falles ausführen, bei dem auch eine öffentliche Aufgabe erfüllt wird und wofür ebenfalls eine Freigrenze für die Steuern besteht. Die Umstellung von den früheren Vormundschaftsbehörden zu den Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (KESB) Anfang 2013 hat viele Veränderungen und viel Unruhe mit sich gebracht. Etwas hat der Grosse Rat, dem ich

² https://www.jgk.be.ch/jgk/fr/index/kindes_erwachsenenschutz/erwachsenenschutz/private_mandatstragende.html

³ Chiffres pour un curateur ou une curatrice célibataire, de confession catholique romaine et habitant la commune de Berne.

damals noch nicht angehört habe, damals aber bewusst beibehalten; nämlich das System der privaten Mandatsträger. Das sind Leute, Bürger, die sich natürlich etwas engagieren und ein gewisses Vorwissen mitbringen, die aber keine Fachleute und keine Profis sind. Sie machen für ihre Beistandschaften die Geschäftsführung, gehen sie vielleicht zwischendurch auch einfach besuchen und betreuen – nicht immer, aber doch häufig – auch deren Finanzen. Tatsache ist, dass der Grosse Rat dies damals erstens beibehalten wollte, und zweitens spart uns dieses System viel Geld, weil die Entschädigungen dieser PriMa massiv tiefer ausfallen, als wenn wir dafür nur noch sogenannte Profi-Beistandschaften hätten. Bei Kindern sind diese heute schon fast üblich, aber bei Erwachsenen und alten Leuten noch nicht.

Ich bin deshalb auf diesen Vorstoss gekommen, weil ich während den ersten beiden Jahren, als Gemeinderat war, das Ressort Soziales betreut habe. Ich habe Beistandschaften gemacht und stehe bis heute im Kontakt mit dem Sozialdienst Zug, dem wir angeschlossen sind und der diese Mandate betreut. Die Angestellten dort sagten mir, es sei einfach demotivierend und hinterlasse ein wenig einen schalen Beigeschmack, wenn man private Mandatsträger behalten oder gewinnen möchte, und diese für ihre Entschädigungen dann noch Steuern bezahlen müssten. Auch wenn der absolute Steuerbetrag vielleicht nicht gigantisch ist; diese Leute setzen sich dort mehr oder weniger freiwillig ein. Ich habe mich etwas umgehört: Wenn man auf einen Stundenlohn von 25 Franken brutto komme, so sei das schon sehr gut. Es gibt aber auch Fälle – und diese gab es auch schon damals, als die Vormundschaften noch bei uns lagen –, in denen der Aufwand um ein x-faches höher war.

Es gibt im Kanton Bern derzeit 4720 Mandate, die von solchen PriMa geführt sind. Diese Leute führen teilweise natürlich mehrere Mandate, deshalb sind es einige Mandatsträger weniger. Ich habe bei der Verwaltung nachgefragt, wie viele davon weniger als 3000 Franken Entschädigung erhalten. Es sind 1427, die davon betroffen wären. Nun mache ich noch eine Bemerkung, die vielleicht auch etwas brisant ist: Die PriMa erhalten nicht jedes Jahr Lohn. Früher erhielten sie den Lohn, wie ich glaube, sogar alle vier Jahre, und heute jedes zweite Jahr. Sie müssen ihn dann aber jeweils sofort versteuern, und das ist an sich auch nicht so schön.

Im Zusammenhang mit der Vorbereitung dieses Geschäfts bin ich aber auch noch auf etwas anderes Interessantes gestossen. Dieser Vorstoss ist nämlich eine Doublette. Die Grossratskollegin Andrea Lüthi hat mich darauf aufmerksam gemacht: Sie hat vor sieben Jahren zusammen mit Res Lanz, dem Vater unseres derzeitigen Grossratskollegen Raphael Lanz, eine Motion eingereicht mit dem Titel: «Keine Motivationskiller bei vormundschaftlichen Mandaten». Der Wortlaut war ganz ähnlich wie bei uns. Er lautete: «Der Regierungsrat wird beauftragt, dafür besorgt zu sein, dass 1. auch zukünftig für Einkommen aus vormundschaftlicher Mandatsführung keine Lohnausweise ausgestellt werden müssen und 2. kleinere Entschädigungen nicht versteuert werden müssen.» Der Rat hat diese Motion am 25. November 2009 sehr deutlich, mit 93 Ja- gegen 33 Neinstimmen bei 17 Enthaltungen, angenommen. Unsere Finanzdirektorin war damals übrigens Sprecherin der BDP, die hinsichtlich der Motion gespalten war. Aber bei den meisten anderen Fraktionen hat man die Motion klar befürwortet. Ich habe bei der Finanzdirektorin nachgefragt: Der Regierungsrat erachtet diese Motion als erfüllt, und hat sie abgeschrieben. Ich sehe das anders, denn die kleinen Einkommen werden nach wie vor besteuert. Dabei handelt es sich eben nicht nur um Spesen, sondern auch um eine Lohnkomponente.

Ich verzichte nun darauf, die Namen der 93 Grossratsmitglieder vorzulesen, die damals zugestimmt haben – beziehungsweise derjenigen, die heute noch im Rat sind. Aber Sie werden sich sicher noch daran erinnern und an dem damaligen Entscheid auch heute noch festhalten. Zumindest Andrea Lüthi hat mir signalisiert, sie werde auch dieses Mal zustimmen. Nun wird sich noch Ueli Jost zum Vorstoss äussern.

Le président. Der Mitmotionär hat das Wort.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Ich möchte Ihnen kurz meine Motivation erläutern, weswegen ich diese Motion mit unterstütze. Das kommt nicht einfach «aus dem Tierbuch», wie ich auch schon zu hören bekommen habe. Nein, ich war selber jahrelang in der Vormundschaftsbehörde in Thun tätig. Ich habe damals selber private Mandatsträger gesucht, und das war tatsächlich immer wieder ein Thema. Ich bin aber vor allem aus folgendem Grund dafür: Ich bin für Gleichberechtigung in diesem Kanton, und dafür, dass alle etwa gleichlange Spiesse erhalten, wie man es in diesem Rat oft hört. Ich war damals dabei, als wir für die Feuerwehren im Kanton Bern eine Lösung gesucht haben. Diese Lösung fanden wir, indem wir einen Freibetrag für die Feuerwehren einsetzten. Sie leisten

auch freiwillige Arbeit, die vergleichbar ist. Die Feuerwehrleute haben heute einen Freibetrag von 5000 Franken bei ihrem Sold. Sie müssen also erst dann Steuern bezahlen, wenn sie mehr als 5000 Franken verdienen. Es wäre demnach nur eine Gleichbehandlung desselben, nämlich der Freiwilligenarbeit im Kanton Bern. Ich bitte Sie deshalb, den Vorstoss zu unterstützen.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Ohne den Einsatz von Freiwilligen im Zusammenhang mit Massnahmen für hilfsbedürftige Personen und dem neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht geht es nicht. Da haben die Motionäre Recht, und da darf man auch einmal diesen vielen privaten Mandatsträgern, den sogenannten PriMa, danken. Sie machen nämlich in der Regel wirklich einen «PriMa-Job», sehr engagiert und meist auch nur gegen eine bescheidene Entschädigung. Ein bescheidenes Einkommen muss dann auch versteuert werden. Auch da haben die Motionäre Recht. Aber eben, wir in der Schweiz und auch im Kanton Bern können uns glücklich schätzen, dass grundsätzlich und in vielen Bereichen sehr viel Freiwilligenarbeit geleistet wird. Teilweise geschieht dies sogar gratis, teilweise einzig unter Rückerstattung der Spesen und teilweise gegen einen «ganz kleinen» Lohn, wie dies eben bei den PriMa der Fall ist. Alle, die im Kanton Bern solche «Ämtli» ausführen, versteuern schlussendlich diesen geringen Lohn, oder beispielsweise auch eine Pauschalentschädigung: Gemeinderäte; Kommissionsmitglieder in Gemeinden; Vorstandsmitglieder von Gemeindeverbänden für Wasserversorgung oder für Abwasser; Vorstandsmitglieder in Altersheimen; Leiter von Jugis oder eines Sportvereins – man könnte diese Liste unendlich lange weiterführen. So viele Bereiche gibt es nämlich, in denen wertvolle, unverzichtbare und eigentlich auch unbezahlbare Freiwilligenarbeit geleistet wird.

Warum sollen nun ausgerechnet gerade die PriMa ihre Entschädigung bis 3000 Franken nicht versteuern müssen? Wo wäre da die Gerechtigkeit gegenüber all denjenigen, die auch viel Zeit, Energie, Engagement und eine rechte Portion Uneigennützigkeit investieren? Wie das Beispiel in der Antwort der Regierung zeigt, gibt es ja nicht gerade sehr viel zu versteuern, beziehungsweise die steuerliche Belastung ist eher minim bei den Beträgen bis zur geforderten Limite von 3000 Franken. Sicher, wir und insbesondere die Allgemeinheit müssen diese Freiwilligkeit honorieren, schätzen und entsprechend beachten. Deshalb nochmals allen Freiwilligen ein grosses Merci an dieser Stelle! Der Weg, den die Motionäre in diesem Fall aber wählen, ist aus Sicht der BDP dennoch nicht gerecht und für diesen Einzelfall auch nicht gerechtfertigt. Entsprechend lehnen wir den Vorstoss mehrheitlich ab. In unserer Fraktion haben wir uns in der Diskussion darüber aufgehalten, warum denn gerade bei der Feuerwehr ein Freibetrag von 5000 Franken besteht, wenn die Bundesgesetzgebung dies sogar verbietet. – Nun, man kann aus einer aus unserer Sicht ungerechten Lösung nicht eine weitere ungerechte Lösung und eine gegenüber allen anderen Freiwilligen unfaire Behandlung ableiten. Die BDP sagt grossmehrheitlich nein zu dieser Motion.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Trotz des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrechts und der Einführung der KESB bleibt die Funktion der privaten Mandatsträger erhalten. Wie wir gehört haben, ist es nach wie vor nötig, dass sich Freiwillige für die Unterstützung von hilfsbedürftigen Personen einsetzen. Wie meine Vorrednerin möchte auch die grüne Fraktion diese Bereitschaft verdanken. Wir sehen den Wert dieses Engagements. Wir verstehen auch das Anliegen der Motionäre: Es ist anspruchsvoll, genügend kompetente und geeignete Personen zu finden, die solche Mandate wahrnehmen wollen. Aber es ist wirklich nicht der einzige Bereich, in dem man in unserer Gesellschaft auf ein solches Engagement zurückgreifen können muss. Wir haben vorhin Beispiele gehört, in denen dies ebenso läuft. Auch ich möchte das Beispiel der Politik anführen. Wie viele Stunden lesen Sie Unterlagen, besuchen Sitzungen, engagieren sich für die Partei, schlussendlich zum Wohle unserer Gesellschaft? Der Lohn reicht bei uns und auch bei all den anderen freiwilligen Engagements bei weitem nicht, um den Aufwand zu entschädigen. Es steht wohl eine andere Motivation dahinter, dass wir uns hier einsetzen, wie es auch diese Leute tun. Auch bei uns gilt, dass wir unser Einkommen versteuern, und aus Sicht der grünen Fraktion ist dies auch richtig. Denn ganz grundsätzlich tut man es eben gleichwohl freiwillig, und unter dem Strich bleibt von diesen Einnahmen ganz sicher ein Plus übrig. Das sieht man ja auch in den Berechnungsbeispielen, die in der Regierungsantwort aufgeführt sind. Und bereits heute kann man für die Einkünfte aus einer Nebenerwerbstätigkeit eine Pauschale in Abzug bringen. So gesehen besteht für die Einführung eines zusätzlichen Freibetrags aus Sicht der grünen Fraktion absolut keine Notwendigkeit, kein Anlass, und wir werden diese Motion ablehnen.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Auch die FDP ist froh, dass es so viele Freiwillige gibt, die Engagements annehmen und dies eigentlich gegen einen kleinen Betrag. Aber unsere Gesellschaft braucht das. Ich hoffe, auch die jüngere Generation sei weiterhin bereit, so etwas zu tun. Die Regierung sagt, sie sehe keinen Anlass, hier einen Freibetrag einzusetzen. Frau Gygax hat es vorhin erwähnt: Wir müssten dies ansonsten ausweiten und alle, die ebenfalls eine Arbeit für die Gesellschaft leisten, in diesen Kreis aufnehmen, für den ein Freibetrag gälte. Die FDP ist der Ansicht, dies würde zu weit führen. Es führt auch deshalb zu weit, weil die Bundesgesetzgebung das ja gar nicht vorsieht. Weil dies also angesichts der Bundesgesetzgebung keine Chance hat, lehnt die FDP den Vorstoss ab.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich glaube, die Argumente liegen auf dem Tisch. Man ist hin und her gerissen: Einerseits geht es um eine kostengünstige Lösung im Bereich des Vollzugs des Kindes- und Erwachsenenschutzes. Andererseits geht es um die Gleichbehandlung im Steuerbereich. Es handelt sich ja hier um ein Finanzgeschäft. Auch in der SVP-Fraktion war man in der Diskussion geteilter Meinung. Ich möchte nicht mehr weiter auf die Argumente eintreten; sie wurden wirklich genügend ausgeführt. Eine Mehrheit der SVP-Fraktion, im Verhältnis zwei zu eins, wird den Vorstoss unterstützen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Das Timing ist einfach saumässig schlecht! In der Vorbereitungsphase dieser Session haben wir von unserem hoch verehrten Präsidenten des Parlaments – im Auftrag der Steuerverwaltung – einen lieben Brief bekommen, wonach wir neu auch unsere Fahrspesen als Einkommen angeben müssten. Dies weil man offenbar aufgrund eines kürzlich erfolgten Bundesgerichtsurteils festgestellt hat, dass es nicht dem Bundesrecht entspreche, wenn dies nicht so sei. Deshalb können wir hier nun schlecht etwas beschliessen, von dem wir haargenau wissen, dass es eben dem Bundesrecht nicht entspricht. Selbstverständlich klingt es gut. Es ist eine gute Sache, wenn man die Freiwilligenarbeit quasi etwas besserstellen möchte. Aber sie ist eben «frei-willig»: Man tut sie willig, und quasi auch frei. Das ist ein wenig in diesem Wort enthalten. Sehr viele hier im Rat leisten Freiwilligenarbeit. Sie ist ein ganz wesentlicher Teil unseres schweizerischen Systems. Gerade deshalb haben wir Erfolg und befinden uns in einem guten, stabilen System. Ich habe das Gefühl, daran müsse man nichts ändern. So sieht dies auch unsere Fraktion; wir werden die Motion ablehnen.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt den Vorstoss mehrheitlich an. Wir sind auch für Gleichberechtigung, deshalb denken wir, dass die steuerliche Entlastung auch den Mandatärinnen zugutekommen soll, nicht nur den Mandatären. Wir sind grundsätzlich der Meinung, dass es sich hierbei für einmal um eine einigermaßen sinnvolle steuerliche Entlastung handelt. Sie kommt erst noch vonseiten der SVP. Ansonsten müssen wir hier ja meist über weniger sinnvolle steuerliche Entlastungen sprechen, die von dieser Seite vorgeschlagen werden – Stichwort: Unternehmenssteuerreform III oder auch Gewinnsteuersenkungen. In diesem Fall können auch wir als Fraktion mehrheitlich sagen, dass es tatsächlich sinnvoll wäre, eine steuerliche Entlastung einzuführen für Personen, die sich engagieren. Sie stellen ihr Engagement in den Dienst der Gesellschaft und führen dieses Amt aus. So könnte man ihnen – halt auch steuerlich – einen gewissen Anreiz geben, damit man genug Leute findet, die sich für solche Ämter engagieren lassen wollen. Das ist definitiv unterstützungswürdig, sollte es denn tatsächlich angenommen werden. Es sind noch gewisse Fragen aufgeworfen worden. Man könnte sich daher noch überlegen, ob man das Anliegen allenfalls in Form eines Postulats prüfen lassen möchte. Beispielsweise stellt sich die Frage, wie es sich mit dem Bundesrecht verhält, oder auch, welche anderen Möglichkeiten es noch geben könnte. Weiter könnte man sich fragen, wie man das Ganze für den gesamten Kanton vereinheitlichen könnte; insbesondere, da man jetzt schon bei vielen Leistungen und in vielen Ämtern Ausnahmen vorgesehen hat. Das wäre vielleicht auch noch eine Option. Aber grundsätzlich unterstützt die SP-JUSO-PSA den Vorstoss mehrheitlich.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion lehnt den Vorstoss ab. Es ist zwar eine simple, einfache Forderung, wie Kollege Krähenbühl ausgeführt hat, sie hätte aber komplizierte Folgen. Wir jammern immer und immer wieder über die komplizierte Steuererklärung, wie sie auch beim vorangegangenen Traktandum thematisiert wurde. Und diese Forderung würde sie bestimmt nicht einfacher machen. Auch sehen wir ein Problem bei der Abgrenzung. Ist denn das Baden oder das Jassen mit den Leuten im Altersheim nicht auch gleich viel wert? Wir halten es für ungerecht,

die eine Freiwilligenarbeit mehr und die andere weniger zu belohnen. Der Vorstoss ist aber Ausdruck eines Problems, das wir tatsächlich haben. Darauf bin ich selber auch schon gestossen. Aber das Problem ist nicht finanzieller Natur, indem sie zu viele Steuern für ihre Entschädigungen bezahlen müssten. Vielmehr gibt es seit der Umstellung auf die KESB einen administrativen Mehraufwand für die PriMa. Das ist sehr viel komplizierter geworden. Und vor allem gilt es, mit einem juristischen Deutsch zurande zu kommen, das viele einfache Leute gar nicht mehr verstehen. Ich glaube, dort müssten wir den PriMa helfen. Diese Sprache müsste einfacher werden, damit sie ihre Aufgabe besser bewältigen könnten. Das ist kein finanzielles Problem, deshalb werden wir den Vorstoss ablehnen.

Le président. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Das Wort hat Frau Regierungspräsidentin Simon.

Beatrice Simon, directrice des finances. Der Regierungsrat ist sich natürlich durchaus bewusst, dass die privaten Beistände und Beiständinnen für unsere Gesellschaft eine unglaublich wichtige Funktion ausüben und dafür im Vergleich mit anderen Funktionen eine doch eher bescheidene finanzielle Entschädigung erhalten. Es ist ja schon klar: Der Staat profitiert generell von ehrenamtlichen Tätigkeiten und ist deshalb auch daran interessiert, dass dieses Engagement von ehrenamtlich oder weitgehend ehrenamtlich tätigen Personen gefördert und nicht behindert werden soll. Nun machen sich die Motionäre Sorgen, dass die Besteuerung der Entschädigung zu einer Beeinträchtigung des Engagements führen könnte, weil die Einkünfte damit sozusagen wegbesteuert würden. Aber, liebe Grossrätinnen und Grossräte, diese Angst, diese Sorge ist nicht begründet, denn jede Entschädigung, die geleistet wird, um entstandene Unkosten zu ersetzen, ist als Spesenersatz steuerfrei. Nur Entschädigungen, die darüber hinausgehen und bezahlt werden, um eben die geleistete Arbeit zu entschädigen, gehören zum steuerbaren Einkommen. Aber auch hiervon wird nicht der ganze Betrag besteuert: Von diesen Entschädigungen kann in jedem Fall eine Nebenerwerbspauschale von mindestens 800 Franken in Abzug gebracht werden, sodass am Ende – wenigstens in den meisten Fällen – nur ein ganz kleiner Teil der Entschädigung wirklich besteuert wird. Sie sehen dies auch anhand von Berechnungsbeispielen in der Antwort der Regierung. Der Regierungsrat ist deshalb dezidiert der Ansicht, dass es für private Mandatsträger und andere ehrenamtliche Tätigkeiten keine zusätzlichen Abzüge oder Freigrenzen braucht. Man sollte auch nicht neue Ungerechtigkeiten schaffen, indem man diese Motion unterstützt, denn das wäre immer noch keine gerechte Lösung. Zudem wären solche Abzüge und Freigrenzen verfassungswidrig – das wurde auch bereits gesagt –, und sie stünden im Widerspruch zum Steuerharmonisierungsgesetz des Bundes. Deshalb beantragt Ihnen der Regierungsrat, die Motion abzulehnen.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Wir lesen es schon in der Bibel: An Ihren Taten sollt ihr sie erkennen. Fast alle von Ihnen machen schöne Worte und sind nicht bereit, etwas zu tun. Wenn ich privater Mandatsträger wäre, so würde ich mir da doch gewisse Fragen stellen. Ich möchte noch zwei, drei Bemerkungen zu einzelnen Voten anbringen. Monika Gygax und Kobi Schwarz, ihr bringt Beispiele von Jugi-Leiterinnen, und Kobi erwähnte das Baden und Jassen mit Rentnern. Ich rate euch wirklich, insbesondere dir, Kobi, einmal mit einem privaten Mandatsträger zu sprechen. Informiert euch einmal etwas über dieses Thema. Es ist schon ein wenig etwas anderes, wenn man ein privates Mandat führt. Dies beinhaltet manchmal happige Geschichten und herausfordernde Dinge. Manchmal sind die Mandatsträger die einzigen Ansprechpersonen für diese Leute. Das ist nicht ganz dasselbe. Es ist auch nicht einfach ein lustiger, freiwilliger Anlass. Vielmehr wird man von der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde dafür gewählt und eingesetzt. Es handelt sich um eine hoheitliche Aufgabe. Das ist nicht einfach ein wenig Freizeitgestaltung. Weiter habe ich eine Bemerkung zum Bundesrecht, und da möchte ich bei der Frau Regierungspräsidentin noch einmal ganz präzise nachfragen. Unbestrittene Tatsache ist, dass es für den Feuerwehrsold einen Freibetrag bis 5000 Franken gibt. Warum verletzt denn dieser das Bundesrecht nicht?

In diesem Sinn bitte ich Sie trotz allem, die Motion anzunehmen. Die PriMa werden es Ihnen danken. Und noch ein letzter, finanzpolitischer Ausblick: Wenn die Zahl der Prima abnehmen wird – denn heute sind noch viele tätig, die unter dem alten System begonnen haben –, dann wird uns das am Ende viel teurer zu stehen kommen. Denn dann müssen Sie für diese Aufgaben Sozialarbeiter einsetzen, die dafür einen schönen Lohn erhalten. Vielleicht überlegen Sie sich dies nochmals kurz.

Le président. Frau Regierungspräsidentin, Sie haben eine Frage gestellt bekommen, ich gebe Ihnen das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Die Antwort lautet: Diese Regelung betreffend die Feuerwehren ist im Steuerharmonisierungsgesetz so vorgesehen. Deshalb ist sie nicht bundesrechtswidrig.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung über die Motion. Wer sie unterstützen will, stimmt ja, wer dies nicht will, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 82

Abstentions 14

Le président. Der Rat hat die Motion abgelehnt.